

# Enbar

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE BASQUE

8 mars 2007

N° 1969

1,22 €

ASF enquête  
publique



## Ronde présidentielle

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Le temps des engagements

**L**A ronde présidentielle atteint le Pays Basque. Dominique Voynet est venue confirmer ses engagements antérieurs en phase avec la revendication basque. Oui au Statut officiel pour l'euskara, oui à une euro-région basque transfrontalière, oui au département Pays Basque bien que les Verts soient partisans de la suppression de cette collectivité territoriale. Pour Ségolène Royal le verre était, en revanche, à moitié plein. Il faut dire que «cornaquée» par Henri Emmanuelli on ne pouvait guère espérer mieux. «La France ratifiera la Charte européenne des langues régionales», a-t-elle annoncé comme une bonne nouvelle dès sa prise de parole à Anglet. Rien de nouveau dans cette promesse déjà scellée par l'accord passé le 8 janvier 2007 entre François Hollande et la Fédération «Peuples et régions solidaires» et entérinée le 16 janvier par les responsables nationaux du Parti Socialiste. Par ailleurs, la candidate est très en retrait sur les engagements de François Mitterrand en 1981 et de Lionel Jospin en 1995 sur le département Pays Basque: «je n'y suis pas favorable dans la mesure où le point d'équilibre aujourd'hui est atteint avec l'existence du "Pays" Pays Basque». Voilà qu'elle ressort des oubliettes ce fameux «Pays», qui fit tant couler d'encre en son temps et que jamais personne ici n'a pu traduire concrètement dans les faits. L'intercommunalité apparue entre-temps, ça on comprend. On y inscrit de plus en plus une large part de notre gestion publique et fiscale. Comme nous bénéficions antérieurement de toute la machinerie de substitution, tels les Conseils des élus et de développement, on n'a jamais su ici ce que voulait dire «Pays». D'ailleurs la question ne lui était pas posée en termes de création de département mais s'inscrivait dans le droit fil de la démocratie participative dont elle se fait le chantre. Connaît-elle beaucoup de territoires de 275.000 habitants où déjà 27.000 électeurs ont signé des bulletins individuels, faisant référence à leur bureau de vote, afin d'obtenir l'organisation d'un référendum de proximité prévu par la loi? N'est-elle pas là devant une forte manifestation collective n'exigeant rien d'autre que de donner la parole aux citoyens pour mesurer démocratiquement si la revendication d'un département est majoritaire ou non? Trancher enfin un débat public, que son propre parti a pas mal contribué à compliquer, devrait séduire celle qui prône un ordre juste. Batera doit reprendre ce dossier avec les élus socialistes qui s'y reconnaissent et rappeler

à Ségolène Royal, sans esprit polémique, qu'on ne peut pas comprendre sa complaisance pour la cession du Québec et refuser la partition d'un département français. D'autant que les mentalités et les situations évoluent au point de voir le 1<sup>er</sup> mars un préfet, un président de région et un président de Conseil général signer à «l'étranger»/St-Sébastien une convention euro-régionale englobant Pays Basque Nord et Sud. Le Président socialiste de la région Aquitaine Alain Rousset, acteur majeur de ce pacte historique et soutien de Ségolène Royal, sait parfaitement que la création d'un département Pays Basque n'est en rien comparable à la partition du Canada puisque ce nouveau département serait toujours inclus dans sa région. Il ne croit, dit-il, qu'aux régions et estime sans avenir le département. Mais il avoue aussi qu'Iparralde est trop petit pour être une région, laquelle ne peut exister, dans l'organisation territoriale française, que si elle regroupe au moins deux départements. C'est ainsi que pour ériger la Corse (260.000 habitants) en région il a non seulement fallu l'extraire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur mais aussi la diviser en deux départements.

François Bayrou devrait terminer sa ronde présidentielle sur sa terre béarnaise. Ses supporters en Pays Basque sont nombreux et certains d'entre eux partagent les objectifs de Batera. Ils connaissent sa position militante sur la Charte culturelle et son engagement parlementaire pour la modification préalable de l'article 2 de la Constitution. Ne vient-il pas de déclarer sur France Culture le 19 février, parlant de la langue béarnaise: «il m'a fallu très longtemps pour mesurer qu'on spoliait des gens de ce qu'ils étaient en refusant de reconnaître cette dimension». Il faudra, en revanche, aux amis de Bayrou beaucoup de persuasion pour lui faire admettre la nécessaire reconnaissance territoriale et institutionnelle d'Iparralde. Lui, l'ancien président du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, lui, qui a fait construire à Pau un somptueux et énorme «Hôtel du département», a curieusement depuis son éloignement remis en question sa «croyance» dans l'institution départementale. Il est devenu partisan de régions fortes par le transfert de la plupart des compétences du département. Quelle place peut donc avoir Iparralde dans ce dispositif? Il ne faudrait pas qu'avec lui l'histoire se répète en portant l'élu du Parlement de Navarre sur le trône républicain de France. Il y a toujours une manière de «spolier» les Basques de leur royaume.

## Boza nori eman ?

**I**DURI zauku gure irakurleak, adinetarat helduak eta xertatuak direlakoan, nortasunik aski badaukatela, datozen hauteskundeetan boza nori emanen duten jakiteko. Ez dugu beraz hemen erranen boza nori eman behar den, ENBATA irakurtzen dutenetan baita orotarik, alderdi politikoko batekoak edo besteoak, eta berdin alderdi baten kide ez direnak, baina gurekin urrats batzu bederen egiteko ados daudenak. Horrek ez du erran nahi gure iritziazen emaiteko beldur girela. Hori ahatik ahoan bilorik gabe dugun egin, gure desbardintasunak errespetatuz, hots elgarriztekarri atea idekiz.

Huna beraz nahas-mahas, gogoan erabili ditugun gogoeta zonbeit. Has gaiten François Bayrou-rekin. Berrikitan oraino, Jean-Pierre Chevenement, politikero «azeri zaharrak» hautagai «centriste» delako erdikoi hortaz hauxe erran du: «Bayrou-ren hautagaizak hainitzez kalte gehiago eginen diote eskuintiarri, ezkertiarri baino». Errex da ulertzea zer gatik: orai arte, François Bayrou-k, hamarretarik bederatzietan ez ote du, Parlamentoan, eskuintiarren alde bozkatu? Nori sinetsaraziko dio ezkerreko alde ari dela, hainbertze denbora eskuin alde johatu ondoan? Jean-Pierre Chevenement-en iritziak badu beraz kanore, nahiz eta, hauteskunde baten emaitzak, maiz ustegabeoak izaten diren ...

Joan den ortziralean, Ziburun gaindi ibili da Ségolène Royal. Besteak beste erran du ez dela euskal-departamenduaren alde. Mitterrand-ek aldiz baietz erran zuen eta gero ukatu. Ségolène-k, ezetz erran ondoan, gero egin baleza!... (Amets hutsean gaude!) Ahatik,

presaka erran dituen gauzatarik batek «tilt» egin dauku: «Irabazten badut, Europako hizkuntza gutxituen karta (charte) izenpetuko dut». Berehala, gogoratu zauku, duela zonbeit egun telebixta-bigarren katean iragan den Laurent Ruquier-en emankizun bat. Hartan mintzatu da Ségolène Royal-en bozeramailetarik bat, Christiane Tobira anderea, Guyane ugartearen sortua (bere larru-koloreak salatzen du nungoa den) radikal-zozialista alderdikoa, Mitterrand-en gubernuan minixtro izana. Andere horrek ezinago ederki esplikatu du zer-nolako zauri sakona senditu zuen, Frantses hizkuntza menperatzaileak bere ama-hizkuntza galtzeko irriskuan ezarri ziolarik. Ageri zen berak bizitua zuen arazo batez mintzo zela. Ageri zen ere, Eric Zemmour kasetalaria untsa futitzen zela Tobira-ren arazoaz, barna sartua baitu bere baitan, «Jacobinisme» delako erdikoikeri ezabaezina\*: «La langue de la République est le français». Orai ikusi behar zer ondorio-ukanen duen Ségolène Royal-ek Europako hizkuntza gutxitueri buruz egin daukun agintzak.

Horiek hola, geroari buruz, Frantziak gero-ta neke handiagoak ukanen ditu, bertzeak bertze bere handikeriaren gatik, alde batetik Europa boteretsuari obeditu behar eta bertzaldetik, bere botereaz «frantses» guziak, hala direnak eta ez direnak menperatu behar, oi! nolako distortsioak bizi dituen! Saltsa horren erdian, nor izanen da lendakari? Guk, Euskaldunek, boza nori eman? Hor konpon, Mari Anton!

ezabaezina\*: indélébile.

# TARTARO

s'est étonné

... et réjouit que Sean Connery, créateur au cinéma du personnage de James Bond 007, persiste dans son engagement pour la souveraineté de l'Ecosse, en réalisant un spot publicitaire pour le Parti national écossais à l'occasion des législatives. Sa Gracieuse Majesté peut-elle avoir confiance en un agent secret devenu séparatiste?

... qu' Ignazio Astarloa, Secrétaire d'Etat PP à la sécurité sous Aznar, légalise EHAK, parti communiste des terres basques, substitut de Batasuna au Parlement de Gasteiz, en 2002, et fasse tout, en 2007, aux Cortès pour faire interdire ce parti. Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent!

... qu'un habitant d'Iparralde, mordu par un chien, soit obligé d'aller à Pau pour recevoir un vaccin contre la rage. Encore un qui apprécie vachement le «point d'équilibre» cher à Ségolène Royal!

... que le nouveau président de la Chambre d'agriculture, le baigorriar FDSEA Ansolabehere, crache son venin à longueur de colonnes sur ELB et Laborantza Ganbara. Il devrait au contraire les remercier! Sans leur action, jamais les agri-managers béarnais n'auraient abandonné à un éleveur basque la direction de la Chambre paloise!

... d'apprendre que les Pyrénées-Atlantiques étaient classées second département de France pour l'installation de jeunes agriculteurs. Ce ne sont pas les P.A. qui sont second, mais le Pays Basque qui est premier dans ce genre de phénomène socio-économique. Pendant que les paysans basques vont au charbon, les Béarnais gardent la Chambre...

... que, contrairement aux länder allemands, il faille à huit régions françaises l'autorisation du Conseil d'Etat pour entrer au capital d'AIRBUS. Pour mettre 4.300 salariés à la porte, pas besoin de l'autorisation de la tutelle jacobine!

... pas tant que ça de la mésaventure survenue à l'animateur vedette de la TV, Jean-Luc Delarue. Un mélange de médicaments et d'alcool lui aurait provoqué un état de surexcitation sexuelle dans l'avion le ramenant d'Afrique du Sud. Attaché à son siège, puis retenu 9 heures par la police de l'aéroport, il sera déferé en justice où il plaidera coupable. Avec tout ça, sera-t-il condamné?... Ça se discute!

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chahô à Bayonne. Commission paritaire n°1010 G 87190.



## Ramzan Kadyrov

David Lannes

«**D**ANS les prochaines années, la Tchétchénie sera la région la plus calme et la plus prospère» du pays déclarait tout à sa joie le nouveau président tchétchène, Ramzan Kadyrov, après sa nomination le 1<sup>er</sup> mars par Vladimir Poutine. Pour donner corps à cette affirmation, il promettait dans la



foulée que 1.000 familles recevraient rapidement des appartements meublés et que des écoles, des hôpitaux et des crèches seraient construits. Mais il s'est surtout engagé à «complètement extirper la pratique des "disparitions" et l'utilisation de méthodes illégales dans la poursuite des enquêtes».

### Pour les ONG, Kadyrov est l'un des principaux criminels de guerre

D'ailleurs, une conférence internationale sur les droits de l'homme, convoquée par Kadyrov, ne vient-elle pas d'appeler à la création d'une commission pour enquêter sur le sort des milliers de civils «disparus» depuis le début de la deuxième guerre de Tchétchénie en 1999? Et sur place, l'ensemble des observateurs s'accorde à reconnaître que la tension a considérablement baissé depuis deux ans et que les travaux de reconstruction se succèdent à un rythme effréné...

On s'en sera douté, la réalité est un peu moins idyllique que les lignes précédentes ne le

laissent croire et Ramzan Kadyrov est loin d'être un philanthrope. Avant même d'être nommé président, il était déjà l'homme fort de Tchétchénie grâce à sa milice, les Kadyrovtsi, redoutée dans tout le pays — il s'est récemment vanté d'avoir 17.000 hommes sous ses ordres — et responsable selon certaines associations de 70% des récents meurtres, viols et kidnappings. Avec une belle unanimité, les différentes ONG (russes et occidentales) font de Kadyrov l'un des principaux criminels de guerre du pays, et elles ont toutes boycotté la récente conférence internationale sur les droits de l'homme qu'elles estimaient n'être qu'une opération de com destinée à préparer sa nomination à la magistrature suprême. La seule personne de stature internationale présente à cette conférence était Thomas Hammarberg, le représentant du Conseil de l'Europe pour les droits de l'homme, qui n'a pu que constater l'étendue de la pratique de la torture dans la petite république caucasienne.

### «Je ne tue pas de femmes»

Ramzan Kadyrov a rejeté la responsabilité de ces exactions sur le pouvoir fédéral et sur son prédécesseur Alu Alkhanov («j'étais jusqu'à présent responsable des questions économiques [...] et c'est le Président de la République tchétchène qui aurait dû s'assurer du respect des droits de l'homme»), mais il n'a probablement pas convaincu grand monde. La journaliste russe Anna Politkovskaïa déclarait dans sa dernière interview qu'elle voyait en Kadyrov un «Staline de notre temps». Elle était assassinée peu après... Pour démentir les accusations qui faisaient de lui le commanditaire de cet assassinat, Ramzan Kadyrov s'est contenté d'un: «je ne tue pas de femmes» qui en dit long. Au-delà de son lourd passif en matière de droits de l'homme, ce sont également les modalités de son accession au pouvoir qui inquiètent. Lorsque le Président Akhmad Kadyrov fut assassiné par les rebelles en 2004, son fils Ramzan n'avait pas atteint l'âge de 30 ans re-

quis pour pouvoir être président. C'est donc Alu Alkhanov qui fut élu en août 2004 mais la plupart des journaux estimèrent à l'époque qu'il laisserait sa place à Ramzan Kadyrov en octobre 2006, pour son 30<sup>e</sup> anniversaire. Ce ne fut pourtant pas le cas et les relations entre les deux hommes devinrent exécrables et, à plusieurs reprises, Alkhanov accusa Kadyrov d'entretenir un culte de la personnalité. Mais c'est peut-être «l'affaire Baisarov» qui illustre le mieux la froide détermination du nouveau président.

### Assassiné en plein Moscou

Cet ancien officier du FSB avait déclaré en août 2006 que Kadyrov «se comporte comme un tyran médiéval. Si quelqu'un dit la vérité sur ce qui se passe, il signe son arrêt de mort». Il ne croyait pas si bien dire: le 14 novembre, un groupe de miliciens fidèles à Baisarov était désarmé; le 17 novembre, deux des trois puits de pétrole en sa possession explosaient; et le 18, il était assassiné en plein Moscou.

Cet épisode a été généralement perçu comme une démonstration de force de Kadyrov. Et c'est peut-être pour cette aptitude à se débarrasser des gêneurs, et pour son efficacité à traquer les rebelles, que Poutine s'est finalement résolu à le nommer Président. Peut-être Kadyrov tiendra-t-il ses promesses de reconstruction, ne serait-ce que pour nourrir son culte de la personnalité. C'est tout ce que l'on souhaite, mais sa puissance aujourd'hui est telle et son caractère si fantasque que la situation pourrait déraiper à tout moment. Dans un article de *Novaya Gazeta* cité par *The Guardian*, un journaliste russe résume ainsi les inquiétudes que beaucoup partagent: «Aujourd'hui, Kadyrov n'a de compte à rendre qu'à une seule personne: Poutine. Mais que se passera-t-il quand Poutine ne sera plus là?».

**ABONNEZ-VOUS**



# ASF, 2x3 voies : fin de l'enquête

En mars 2002, Gayssot, ministre des Transports du gouvernement Jospin, donne le feu vert à l'élargissement à 2X3 voies de l'autoroute A63. Par un arrêté préfectoral du 24 mai 2002 la société concessionnaire ASF est autorisée à sa mise en œuvre. Après quatre ans d'études le projet est mis à l'enquête publique le 15 janvier 2007 durant un mois et demi. Les travaux dureront de cinq à neuf ans et commenceront fin 2007 par l'élargissement du pont de l'Adour. Par une proposition d'aménagement alternatif, présentée à la presse le 28 septembre 2004, Abertzaleen Batasuna a ouvert une réflexion qui peu à peu s'est éparée de l'ensemble de la société civile et des collectivités territoriales. Les ASF demeureront-elles figées sur le cahier des charges de l'Etat consistant à fluidifier le flux international sans cesse croissant ou accepteront-elles que l'A63 soit aussi la rocade urbaine de la Côte Basque? Accepteront-elles directement un échangeur à Maignon pour recevoir le trafic du Pays Basque intérieur? Accepteront-elles de supprimer les barrières de péage de la Négresse et de Biriattou, véritable contre-sens à la fluidité recherchée? L'intérêt général unanime exprimé sera-t-il pris en compte par une société autoroutière aujourd'hui entièrement privée? Les conclusions prochaines du Commissaire de l'enquête publique apporteront un début de réponse.

**O**UVERTE le 15 janvier 2007, l'enquête publique sur l'élargissement de l'autoroute A63 à deux fois trois voies est close depuis le 28 février. *Enbata* s'est beaucoup impliqué dans ce projet (1), de loin le plus important chantier de génie civil d'Iparralde dont le coût dépasse 5,5 millions d'euro HT, soit plus de deux fois l'agrandissement et la modernisation de l'Hôpital de Bayonne, entreprise de 2.200 salariés. Une prise de conscience s'est peu à peu manifestée pour que cette autoroute élargie, qui balafre la Côte Basque, ne soit pas uniquement un axe de passage international mais contribue à faciliter les déplacements propres à la conurbation Bayonne-Hendaye. Cette rocade urbaine devra aussi servir le proche environnement, notamment la zone intermédiaire et permettre des accès directs aux routes venant de Garazi-Cambo sur Bayonne et d'Espelette-Ascain sur St Jean de Luz. La parole donnée depuis deux ans par *Enbata* aux différents contestataires de ce projet et la prise de position, fortement argumentée, d'Abertzaleen Batasuna, ont nourri la réflexion et les propositions de l'atelier «*infrastructure et déplacement*» de Pays Basque 2020. L'ensemble de la société civile et des collectivités territoriales a ainsi avancé le concept de «*rocade*» pour rendre acceptable l'élargissement de 2X3 voies de l'A63. Hélas, il n'a pas été instauré un débat public comme pour la traversée du Pays Basque par le TGV. Cette infrastructure autoroutière élargie aurait pourtant mérité d'être soumise aux habitants de ce pays, une fois de plus mis devant les ukases ministériels et les puissances financières qui sous-tendent le réseau autoroutier aujourd'hui entièrement détenu par le secteur privé!

Alors que vient de se terminer l'enquête publique, *Enbata* a jugé intéressant de rapporter ici les interpellations inscrites

dans cette procédure légale venant des institutions locales et des associations de riverains.

## Le contexte général du projet

Le projet de mise en 2X3 voies de l'A63 entre Ondres (Landes) et Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) s'inscrit dans une logique de fluidification d'un corridor routier qui a connu une croissance très forte (2), notamment depuis l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans l'Union européenne en 1986, croissance qui devrait —selon les estimations— se poursuivre dans les vingt prochaines années. D'après les dernières estimations réalisées par les autorités françaises et es-

locaux.

La saturation actuelle de l'A63 est donc bien le résultat de la conjonction d'un trafic de transit et d'un trafic plus local, auquel il faut ajouter celui généré par l'attractivité touristique.

Les engorgements actuels sont également liés à la «*géométrie*»-même de l'autoroute, provoquant des saturations au sein de l'axe routier, mais aussi aux abords de celui-ci:

- ralentissements sur l'axe, avec un péage interne au niveau de la Négresse et un péage au niveau de la «*frontière*» (23 km après);

- engorgements aux entrées de Saint-Jean-de-Luz, Bayonne-Mousserolle et



pagnoles, le transport de marchandises devrait progresser d'environ 75% d'ici à 2025 avec, dans les meilleures hypothèses (développement important des frets ferroviaire et maritime), une progression de près de 85% pour la route. A ce contexte de flux de transit important (marchandises et voyageurs) se conjugue la problématique des flux de déplacements locaux ou régionaux, puisque l'A63 —en lieu et place d'un contournement de l'agglomération du BAB— assure une fonction de rocade (3), en particulier du nord de Bayonne au sud de Biarritz/Saint-Jean-de-Luz nord. Sur ce tronçon, l'autoroute accueille plus de 35.000 véhicules par jour, dont près de 50% du trafic liés aux flux

surtout Bayonne-sud (avec une conjonction de flux entre les deux giratoires de Maignon, par manque d'accès direct à l'autoroute depuis la RD932).

(1) ● 30 septembre 2004 n°1846 - propositions d'AB.  
 ● 21 octobre 2004 n°1849 - dossier «*Lurra Zain*».  
 ● 23 décembre 2004 n°1858 - moratoire «*Lurra Zain*».  
 ● 30 décembre 2004 n°1859 - interview du chargé des routes, le député gipuzkoan Xabier Zurriarrain.  
 ● 8 septembre 2006 n°1943 - contre-expertise «*Lurra Zain*».  
 (2) Depuis 1985 le transport de marchandises, via les Pyrénées, a été multiplié par 4, et le transport de voyageurs par 2. Dans le contexte général de croissance de flux, la part du routier a été bien supérieure, avec 7,5 fois plus de transport de marchandises, et 4 fois plus de transport de voyageurs. Plus de 25.000 véhicules/jour passent par Biriattou, contre 5.500 en 1985 (8.500 poids lourds contre 1.400 à cette époque).  
 (3) Il est nécessaire de bien souligner les contraintes liées au relief du littoral basque qui ont amené l'A63 à assurer une fonction de desserte locale et de rocade du «*BAB*».

## Abertzaleen Batasuna

**B**AYONNE, le 6 février  
 A Madame Arrieta,  
 Présidente de la Commission d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique concernant:

- Elargissement à 2X3 voies de l'A63 entre Biriattou et Ondres.
- Réalisation d'un dispositif d'échanges à St Pierre d'Irube.
- Augmentation de capacité et déplacement de la gare de péage de St Jean de Luz sud.

Madame la Présidente, Nous avons l'honneur de déposer en pièce jointe le document intitulé: «*L'avenir de l'A63: réflexion et proposition d'AB*». Ce document comprend 8 pages reliées et

comprend deux parties dont l'une est en français. Ce document est le résultat de la réflexion menée par notre mouvement sur la problématique du transport en général et sur celle de l'A63 en particulier. Etat des lieux et propositions sont exposés et nous espérons qu'ils serviront votre propos dans la synthèse que vous effectuerez. Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de notre haute considération. Les élu(e)s AB signataires de ce document, membres des collectivités territoriales traversées par l'A63. Abeberry Jakes (Adjoint au maire de Biarritz); Elizondo Beñat (conseiller mun. Urrugne); Espilondo Pierre

(conseiller. mun. Bidart); Etcheverry J. Baptiste (Adjoint au maire Hendaye); Etcheverry Maialen (conseillère. mun. Biarritz); Etcheverry-Ainchart Peio (conseiller. mun. St Jean de Luz); Guillemotonia Pierre (conseiller. mun. Lahonce); Iriart Alain (Maire Saint Pierre d'Irube); Ithurbidie Mikel (Adjoint au maire Anglet); Laffite Pascal (conseiller. mun. St Jean de Luz); Lamothé Monique (conseillère. mun. Anglet); Laxague Lucienne (conseillère. mun. St Pierre d'Irube); Peyrucq Béatrice (conseillère. mun. Bayonne); Pouets Michel (Adjoint au maire Biarritz); Sorraits J. Mikel (conseiller. mun. Biarritz).

Beñat Etxeto (Donaitiko laborari gaztea)

## Paysan, un métier d'avenir

Des jeunes d'Iparalde se mobilisent pour faciliter l'installation dans l'agriculture paysanne



"Laborari gazteen eta laborantzaren geroari buruz kolektiboki gogoetatzeak gero eta gehiago laborari gazte animatzen ditu" (Beñat Etxeto)

**En janvier 2007, un des temps forts des élections syndicales agricoles a été pour le syndicat ELB le soutien de 100 jeunes agriculteurs lors du meeting d'Armendarits. Afin de mieux connaître l'initiative de ces jeunes agriculteurs, l'origine de leur mobilisation et leurs projets à l'avenir Alda! a rencontré Beñat Etxeto jeune agriculteur de Saint-Just-Ibarre et un des instigateurs de cette mobilisation.**

**D'où vient cette envie de se mobiliser comme jeune paysan ?**

J'ai eu l'occasion d'assister, dès la fin 2005, à différentes réunions de la commission ovine d'ELB. Ces réunions me paraissent très intéressantes et instructives. Certes, j'avais beaucoup à apprendre mais j'avais aussi envie de m'impliquer et d'apporter ma contribution au groupe dont le fonctionnement me paraissait bien huilé. C'est en échangeant avec un autre jeune agriculteur qui comme moi faisait ses débuts dans le monde syndical qu'on a décidé de s'impliquer à notre manière.

Comme nous avons vite vu qu'on ne naît pas militant mais qu'on le devient en participant aux différentes réunions et mobilisations, on s'est dit qu'il fallait trouver un moyen de réunir les jeunes agriculteurs comme nous pour que nous nous formions collectivement, nous puissions être apte à contribuer avec des propositions concrètes aux différentes réunions du syndicat ELB.

▼  
*Laster ohartu gira  
jendea ez dela militante sortzen  
baina militante bilakatzen dela!  
Horretarako pentsatu dugu  
mobilizazioez gain, bilkuretan  
laborari gazteak bildu behar ginituela  
kolektiboki formatzeko  
eta ELB laguntzeko.*

C'est ainsi que le premier semestre 2006 a été consacré à la recherche d'autres jeunes pouvant être intéressés à

s'impliquer au-delà des manifestations publiques dans la réflexion collective pour trouver des moyens de faciliter l'implantation de jeunes agriculteurs.

**Comment ces premières démarches ont été perçues ?**

Il faut reconnaître que le syndicalisme n'était pas notre premier choix. Quand on est jeune on a plutôt tendance à se charger du comité des fêtes du village, à s'impliquer dans un gaztetxe... Mais en fait on s'est rendu compte que le fait de réfléchir entre jeunes agriculteurs sur l'avenir de notre métier était un projet qui représentait un intérêt certain pour pas mal de jeunes.

On s'est donc posé les questions suivantes : *Comment entrer en contact avec les jeunes agriculteurs ? Comment mobiliser ceux qui partagent nos préoccupations ?*

En Décembre 2006 on a fait une première réunion avec 25 jeunes agriculteurs qu'on a réunis via le bouche à oreille. Ce groupe de jeunes a décidé de donner un coup de main à la campagne des élections syndicales d'ELB. *Comment ?* En lançant une campagne pour mobiliser les jeunes agriculteurs.



"2007ko urtarrilean, ELBren Armendaritzeko ekitaldian bildu diren 100 laborari gazteek, ingurumena errespetatzen duen laborantzaren aldeko garra indartu dute."

Ainsi, en janvier 2007 le petit groupe de 25 a réussi à mobiliser plus de 100 jeunes agriculteurs dans le meeting de campagne d'ELB organisé à Armendarits. Ces 100 jeunes venaient de tous le Pays Basque Nord.

Les plus de 400 personnes présentes au meeting ont été impressionnées par le dynamisme et l'enthousiasme montrés par ces jeunes agriculteurs. Les participants ont senti que la jeunesse avait une grande volonté d'apporter son aide, son dynamisme et sa fraîcheur à l'agriculture paysanne et respectueuse de l'environnement défendue par ELB.

#### Quels sont les thèmes de réflexion qui ont mobilisé ces jeunes ?

Passer le message suivant chez les jeunes agriculteurs et dans la société : "C'est avec envie et enthousiasme qu'on s'installe et qu'on compte s'installer comme paysan !".

Certes, on remarque qu'il y a de réelles difficultés : l'obtention de terres, les travaux d'aménagement à faire, l'achat de matériel de plus en plus coûteux, les démarches administratives liées à l'installation, les lourdeurs bureaucratiques en général, etc. Sans parler du fait que les aides agricoles sont toujours orientées vers les grandes exploitations et que les prix des produits issus de l'agriculture sont tirés vers le bas à cause de modes de (sur-)production industrialisés...

Mais en fait nous avons affirmé haut et fort que nous sommes en faveur d'une agriculture durable dans la lignée de ce que faisaient nos ancêtres, en valorisant

des productions de qualité et en respectant la terre et l'environnement.

En effet, nous préférons tous avoir des voisins plutôt que des terres.

De même, nous souhaitons voir de nombreuses fermes au Pays Basque car cela maintient les liens sociaux et la solidarité, la bonne ambiance de village et de fêtes entre amis/voisins.



*"Endartean eta laborari gazteen artean,  
ondoko mezu hau zabaldu nahi dugu:  
"Gogoz eta ilusioz beterik,  
gaur eta bihar  
laborari izanen gira!"*

#### Quelles étapes vont être suivies par ce mouvement ?

Nous allons maintenant essayer de voir comment entrer en contact avec tous les jeunes agriculteurs du Pays Basque Nord, sans en laisser de côté.

Ainsi nous allons concentrer nos efforts pour agrandir et renforcer notre réseau en faisant parvenir un questionnaire à un maximum de jeunes agriculteurs. Le but est de recueillir leur avis et de les sensibiliser sur la démarche menée par de jeunes militants d'ELB.

Les actions prioritaires vont consister à :

- ♦ travailler ensemble pour diminuer les difficultés ou obstacles liés à l'implantation de jeunes agriculteurs.

- ♦ réfléchir ensemble pour savoir comment prendre en main l'agriculture de demain.

Enfin, on compte développer la solidarité entre jeunes agriculteurs, de même que la solidarité entre les paysans d'ici et d'ailleurs. Ceci est très important car la compétition à l'échelle internationale va contre l'intérêt des paysans du monde entier.

En parlant de solidarité, on invite tout le monde à la mettre en pratique en répondant nombreux à l'appel à la manifestation du 17 mars. Une belle occasion de montrer son soutien à EHLG qui oeuvre pour le développement d'une agriculture paysanne.



## Kutsidazu frantsesa sartzen

Hergarai

Etxeko ateko tirrintak jo du. Idekitzen duzu eta menaio tresna saltzaile bat dela erraten dizu gibelean agertu den ttattardunak. Ez duzu aparantziarik ere menaio tresnarik behar, diskurtso komertzial gogoz ikasiaren jasaiteko gogo are gutiago. Bainan hara, untsa ikasia zira, jendeari zor zaion den mendreneko errespetuaren betiko litania inguruka buruan, herentziaz bildu hezkuntza dela kausa amor ematen diozu eta sartzera uzten. Oren bat berantago atea berriz hestean damutzen zira ... bazinakien sartzera utziz geroz hala gertatuko zela... hola da beti.

Hizkuntzarekin halatsu ez ote da agitzen. Entzuten dutenak ohartu daitezke menturaz Euskal Irratietan, han hemenka frantsesa den mendrena gehiagoxot sartu dela. Alta iparraldeko euskarazko lau irratien hastapeneko irizpidea, euskaraz soilik aritzea zen, salbuespenak salbuespen... haaa, salbuespenak, betiko aitzakia baliagarriak. Bainan badira ohartzen ez direnak ere. Menturaz gehienak. Orenen buru leku gutitan sartu denez erdara eta konprenitzen den pundutik ez da baitezpada ohartzen.

Eta salatzen delarik frantsesari joanago eta errexxiago atea idekitzen zaiola arrapostua zoin da. Betiko tematu bera hi, talibana, euskaraz... beti euskaraz! Eta huni datxikola doan argumentazio errepikatua. Domaia izanen zela frantsesezko elkarrizketaren ez pasatzea, interesanta zela. Salbuespen bat zela, aldi honetako. Bainan problema da salbuespena errepikatuko dela.

Bizkitartean erdararen sartzea salatu duenak ez du plazerez egiten, herentziaz ongi ikasiaren hezkuntza bertsua ukan du, bainan bere problema du bi hizkuntzen egoera batere ez dela bera. Egoera diglosiko horretan, nagusigoa duen hizkuntzari atea idekitzen zaion aldi orotan menperatuari gaina hartzen diola oharturik delakoan du lanjerra azpimarratzen. Hala gertatu den aldi orotan ikusi baita frantsesa joanago eta gehiago sartzen... beti euskararen kaltetan.

Eta oraino aipatu gabe utzi ditu alferkeriaz gertatzen den frantsesera lerratzea, edo frantsesaren gainetik euskarazko itzulpenaren jartzeari senditu duen herra. Eta bai baita, hala pentsatzen duenik. Frantsesa denek konprenitzen dugula eta herstura bat erakustea dela euskarazko itzulpen baten gehitzea dionak alta ez du problema mikorik ikusiko, "Kutsidazu Bidea Ixabel" filmari frantsesezko azpitoluak ezartzen zaizkiolarik ala frantses irrati publiko urdin-xuri-gorrian, euskaraz dakiena frantsesezko bertsione baten grabatzera behartzen delarik.

Hala doa di(globo)sia

LOUISOU GRANGÉ

# Abertzalismo et syndicalisme

Lutte d'émancipation sociale et nationale



Occitaniste, j'ai depuis longtemps été intéressé par les questions nationales en général. Bien avant de venir vivre ici j'étais sensibilisé à la problématique nationale en Pays Basque.

Dès que je suis rentré à l'Ecole Normale, je me suis syndiqué au SNI, syndicat de la FEN. Cela pouvait paraître en contradiction avec mes engagements mais majoritaire et permettant les tendances, il me semblait que la structure était la mieux adaptée malgré ses positionnements majoritaires.

D'ailleurs les tensions internes ont fini par faire éclater la FEN. La scission donna naissance à l'UNSA (les ex-majos) et à la FSU. Alors que la majorité de l'ancienne fédération s'appuyait sur le syndicat des instituteurs, la FSU se structurait autour du SNES (2<sup>nd</sup> degré).

Le nouveau syndicat, le SNUipp, a dû tout reconstruire pour devenir finalement majoritaire au sein de la profession et ce en faisant ses preuves dans les luttes.

Départementalement, les élections internes ont toujours élu un bureau Ecole Emancipée. Les mandats en rapport avec les questions des minorités nationales ont toujours tourné autour des problèmes linguistiques (ratification de la charte des langues minorisées, immersion dans le Public) et anti-répressives (rapprochement des prisonniers). De plus le syndicat s'est activement engagé contre la précarité des suppléants éventuels dans l'enseignement bilingue du 1<sup>er</sup> degré.

Il n'en reste pas moins que des lignes de fracture sont apparues à l'intérieur de la FSU révélées par le contre-sommet européen de Bayonne. Des débats houleux ayant trait à la participation de collectifs où participaient LAB et Batasuna ont accouché de textes restrictifs.

En contradiction avec ces textes le SNUipp a pris l'engagement lors de son dernier congrès départemental de considérer LAB comme un syndicat comme les autres et de dénoncer l'ostracisme dont il serait victime.

On rencontre tout de même un déficit de compréhension envers la bicéphalité du département et le syndicat reste centralisé sur Pau (siège des institutions rétorque-t-on).

Au regard de ces difficultés, nombreux sont ceux qui voient une incompatibilité de fond entre les luttes d'émancipation nationale et le militantisme au sein de syndicats de l'Etat français. Cette contradiction n'est qu'apparente et on a toujours reproché au syndicalisme pour peu qu'il entérine l'opposition de classe de mettre en danger la cohésion nationale.

C'est vrai aussi que les syndicats majoritaires ne remettent jamais en question le cadre imposé par l'Etat. Par voie de conséquence il considèrent comme naturelle l'appartenance à la nation française et ignorent, souvent avec mépris, ainsi tout mouvement de peuples minorisés.

Bien sûr on peut avoir l'impression de répondre à ces questions en adhérant (pour ceux que je connais) à LAB ou au SOE (Syndicat Occitan de l'Education). Mais dans le sillage du premier le A d'abertzale implique un engagement comme abertzale autant que comme syndicaliste quant au second, il est typiquement un syndicat aux revendications corporatistes qui a réduit l'analyse de l'oppression à celle d'une nation sur l'autre.

Il n'empêche que leurs existences est nécessaire pour créer une pression et par là une prise de conscience. De plus LAB peut intervenir dans des champs impénétrables pour les syndicats français et espagnols comme par exemple dans les entreprises inter-frontalières (bentta etc.).

Pour finir, je pense que les luttes d'émancipation sociale et nationale peuvent se mener en parallèle en portant la contradiction sur les deux fronts. De plus, d'un point de vue pratique les syndicats reconnus sont d'une part majoritaires et qu'on le veuille ou non leurs adhérents appartiennent à la nation (quelle que soit celle que l'on considère) ; il serait désastreux de n'y laisser régner qu'une représentation hégémonique.

Cela étant il est évident qu'un cadre Pays Basque manque et pourrait permettre certaines évolutions.

# Obligations comptables d'une association

## Pourquoi et comment les respecter ?

La Fondation Manu Robles-Arangiz met à la disposition du public, dans sa bibliothèque un certain nombre de journaux, revues et livres. Périodiquement nous publierons certaines Fiches Pratiques, comme celle-ci, permettant de mieux connaître et de mieux s'impliquer dans la vie associative.

Tout d'abord rappelons qu'en aucun cas, une association ne doit se sentir déchargée de l'obligation de tenir une comptabilité. En effet, le défaut de comptabilité peut, pour toute personne morale, constituer une infraction pénale à l'occasion d'un dépôt de bilan.

Bien entendu, dans les petites associations, la forme et l'organisation de cette comptabilité restent libres, une comptabilité manuelle avec un cahier "recettes-dépenses" peut tout à fait convenir et répondre aux contingences normales d'une comptabilité probante et sincère.

Cette comptabilité à partir des opérations de trésorerie ne fait cependant pas apparaître les opérations réalisées dans l'année et qui ne se sont pas encore tradui-

tes par des mouvements financiers (délais de paiement, retards de subvention...).

Il faut donc, à la clôture de l'exercice, faire un petit travail comptable de rattachement des charges et des produits à l'exercice clôturé. Il peut être aisément réalisé par le trésorier.

▼  
*Elkarte guztiak,  
beren kontabilitatea  
atxikitzea behartuak dira.*

Mais si la comptabilité ne vous parle pas, vous pouvez faire appel à un comptable bénévole ou à un expert-comptable qui, en quelques heures, à partir d'une comptabilité courante bien tenue, pourra faire les retraitements nécessaires à la présentation des deux tableaux comptables fondamentaux : le *bilan* et le *compte d'exploitation*.

### Des contrôles entraînant des obligations comptables

Toute association, quelles que soient ses activités ou sa taille est susceptible d'être

contrôlée par l'administration fiscale ou l'Urssaf. A ce titre, elle est tenue de conserver et de produire la justification des mouvements financiers des trois années précédentes et donc de tenir une comptabilité même élémentaire.

Si elle perçoit une aide publique, si minime soit-elle, l'organisme qui la lui verse et la chambre régionale des comptes sont susceptibles d'en contrôler l'utilisation, ce qui entraîne ici encore l'obligation d'une comptabilité minimale. L'obligation de produire un bilan et un compte de résultat suggère de se conformer au plan comptable associatif.

### Plus d'informations... à la Fondation

Les cas spécifiques liés aux associations bénéficiant de financements publics (aide municipale supérieure à 50% du budget associatif, aide supérieure à 23 000 €, cumul des aides supérieur à 153 000 €) ou aux associations ayant une activité économique sont expliqués dans les revues disponibles au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz.



## L'Agenda de la Fondation

### Nouveau cycle de la Fondation MRA "L'économie à la portée de tous"

Des sessions accessibles à tous et à toutes, dans un langage simple et pédagogique permettront de mieux cerner tant les différents dossiers de la politique française, notamment ceux au centre du débat des présidentielles et législatives, que les grands enjeux mondiaux actuels.

On peut assister à la totalité du cycle ou à une partie seulement des sessions. Voici les dates, thèmes et intervenant(e)s des premières d'entre elles :

**Jeudi 22 mars** : *Les retraites, discours et réalités, les différents choix et leurs conséquences*, par **Eric Mailharancin**

**Jeudi 26 avril** : *J'accuse l'économie triom-*

*phante*, résumé du livre d'Albert Jacquard, par **Chantal Torre**

**Jeudi 3 mai** : *Impôts, politiques fiscales...et les choix de société qui se cachent derrière*, par **Eric Mailharancin**

**Jeudi 24 mai** : *Un autre monde est possible si...*, résumé du livre de Susan George, par **Chantal Torre**

*Horaires* : de 19 h00 à 21h00

(De 19h00 à 20h00: exposé,

de 20h00 à 21h00: questions et discussions)

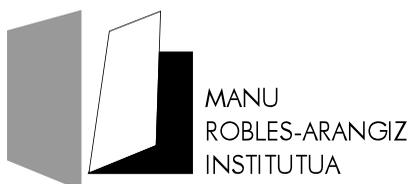
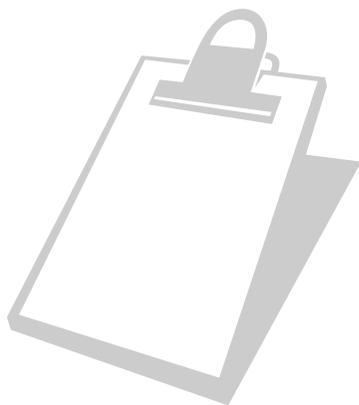
**Formation gratuite,**

au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz,

20, rue des Cordeliers, au Petit Bayonne

Inscriptions au 06 14 99 58 79

ou à [ipar@mrafundazioa.org](mailto:ipar@mrafundazioa.org)



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua

20, Cordeliers karrika

64100 BAIONA

+ 33 (0)5 59 59 33 23

[ipar@mrafundazioa.org](mailto:ipar@mrafundazioa.org)

[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria

Fernando Iraeta

Ipar Euskal Herriko arduraduna

Txetx Etcheverry

Aldaren koordinatzailea

Xabier Harlouchet



# ête publique

## Agglomération BAB

*Deliberations du 9 fevrier votees à l'unanimité*

**L**E Directeur des ASF ayant sollicité l'ouverture d'enquêtes publiques portant sur l'élargissement à 2X3 voies de l'A63 entre Biriadou et Ondres, Messieurs les Préfets des Pyrénées-Atlantiques et des Landes ont, par arrêté interpréfectoral du 4 décembre 2006, prescrit l'ouverture de ces enquêtes publiques. Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques a sollicité, par lettre du 8 décembre 2006, l'avis des communes concernées sur la demande d'élargissement de l'A63, conformément au Code de l'environnement.

La Communauté d'agglomération de Bayonne-Anglet-Biarritz donne un avis favorable à cette demande d'élargissement de 2 à 3 voies afin de répondre au flux croissant des véhicules légers et des poids lourds, dont l'essentiel relève du transit international. La Côte Basque, géographiquement placée sur l'axe Europe-Péninsule Ibérique, doit adapter ses infrastructures pour répondre à cette vocation de carrefour. Toutefois, la gare de péage de Biarritz La Négresse constitue un véritable

contresens à l'objectif de fluidité car elle provoque des ralentissements du trafic se transformant d'un bout à l'autre de l'année, à certaines heures de la journée, en bouchon s'étirant parfois sur plusieurs kilomètres dans les deux sens et qui peuvent être la cause de graves accidents.

Les ASF justifient ce péage sous le prétexte que les deux entrées nord de Bayonne et de Saint Jean de Luz sont dépourvues de gare de péage faute de réserve foncière.

Or, cet argument d'insuffisance de foncier, qui pouvait s'expliquer avant l'élargissement et la réalisation d'un échangeur avec l'A64, n'a plus de raison d'être puisque le passage de l'autoroute en 2X3 voies contraint les ASF à étendre ses besoins en réserve foncière.

En conséquence, le Conseil communautaire demande la suppression de la gare de péage de Biarritz La Négresse qui ne présente plus aucune utilité et constitue un facteur de blocage de la circulation et d'insécurité grave pour les automobilistes.

## «Lurra Zain»

*Conclusion de l'Association de riverains de l'A63*

**L**E projet présenté ne correspond pas au critère d'utilité publique car il privilégie le seul trafic international au détriment des fonctions rocade et liaisons régionales. Il constituerait une atteinte inqualifiable au développement durable d'une des plus belles régions de France.

De plus l'argumentation technique du dossier sur l'environnement nous semble attaquable:

Les autorités compétentes ont donné leur agrément en se fondant sur des valeurs de mesures acoustiques et de pollution acquises lors des études réalisées en 2003 mais nous contestons ces valeurs.

Pour la pollution de l'air, les modes d'échantillonnages et les modélisations sont entachés d'irrégularités. Les conclusions sur l'état sanitaire à terme ne peuvent donc être que fausses pour l'étude acoustique. Nous émettons des doutes sur les valeurs de nuisances sonores à terme probablement en raison de paramètres minorant utilisés dans le traitement des données acoustiques. Les mesures de protection anti-bruit

annoncées sont donc inadaptées. D'autre part, la loi sur le bruit n'est pas appliquée avec rigueur.

L'argument majeur développé par ASF est que l'élargissement induira une meilleure fluidité: l'augmentation réelle du trafic, les contraintes probables sur la circulation qu'induiront demain les normes sanitaires, le maintien de barrières de péage inutiles conduisent à penser que cette fluidité annoncée est un leurre.

Depuis 8 mois nous diffusons cette analyse technique: nous n'avons reçu aucune réponse à nos questions, aucune contradiction, aucune explication aux anomalies relevées alors que ce dossier a été présenté à ASF, à des spécialistes de l'environnement, à la presse et à la préfecture pour transmission aux services techniques compétents. Aurions-nous raison?

En conséquence, Lurra Zain considère le projet tel qu'il est présenté par ASF comme inacceptable.

Un bilan environnemental doit être réalisé et un plan d'aménagement territorial cohérent intégrant le transfert du fret sur le rail de façon volontariste doit voir le jour.

## St Pierre d'Irube

**L'**OPPOSITION du conseil municipal de St-Pierre-d'Irube porte sur le refus par les ASF de la création d'une «tranchée couverte», sous laquelle passeraient les nouvelles voies autoroutières, pour ainsi éviter de couper la ville en deux. Cette position a été adoptée par le conseil municipal le 30 janvier dernier. Si la démarche actuelle s'inscrit dans le dialogue et la discussion, le maire Alain Iriart n'hésite pas à brandir la menace «d'une procédure et d'un recours auprès du Tribunal administratif» dans le cas où la demande ne serait pas entendue.

La commune de Saint-Pierre-d'Irube sera la plus touchée par l'élargissement de l'A63. Ce sont au total 25 hectares communaux qui seront nécessaires à la réalisation des ASF pour aménager le cœur du projet autoroutier. Saint-Pierre-d'Irube ne verra pas une 2X3 voies traverser son centre, mais une 2X5 voies. Un «super élargissement» rendu nécessaire car la zone concernée concentre le trafic le plus chargé de l'A63: 38.000 véhicules par jour en 2002 et une prévision de 52.000 véhicules pour 2020.

Afin de permettre aux Hiriburutar de joindre les deux côtés de la ville, les ASF proposent un simple pont surplombant l'autoroute. «Un ouvrage qui sera comme une saignée dans la ville et qui en plus entraînera des problèmes de bruit», considère Alain Iriart. Une tranchée couverte pour le passage en centre bourg serait «une réalisation qui permettrait un aménagement urbain cohérent pour l'avenir de la ville», explique le maire: «Nous souhaitons la tranchée couverte comme cela avait été fait à Guéthary lors de la

construction de l'autoroute».

### Continuité urbaine

«C'est une solution qui assure une véritable continuité urbaine». Sur le sujet de la traversée autoroutière en centre-ville, la municipalité a même engagé, à ses frais, un cabinet d'urbanisme dans le but de connaître la meilleure solution pour que cette coupure en centre-ville, nécessaire à l'intérêt général, ne soit pas un frein à l'amélioration de la vie communale. Mais les ASF, «sans jamais avoir vraiment étudié le projet», selon Alain Iriart, estiment le coût d'un tel ouvrage beaucoup trop élevé. La municipalité inscrit son action dans le cadre de cette enquête publique, en espérant que: «les commissaires enquêteurs entendront nos revendications». L'association des riverains invite tous les habitants de Saint-Pierre-d'Irube à déposer une requête en mairie dans le dossier d'enquête publique.

### Deuxième avis négatif

Le conseil municipal de St-Pierre-d'Irube a émis un deuxième avis négatif concernant les incidences environnementales. «La collecte et l'évacuation des eaux pluviales sur la zone d'Ametzondo et sur les Barthes du Hillans doivent être particulièrement prises en considération», estime Alain Iriart. Ce dernier désire que «l'ensemble des ouvrages qui vont être édités sur Ametzondo (collège, Ikéa et autoroute) tienne compte de la modification hydraulique». Le maire souhaite aussi que l'ouvrage de l'A63 aux Barthes prévoie un dispositif d'écoulement des eaux, au risque de voir se multiplier les inondations sur St-Pierre-d'Irube.

## Conseil des élus

*9 fevrier 2007 - A l'attention du Commissaire enquêteur*

**A**L'OCCASION de la mise en 2X3 voies de l'A63, il apparaît nécessaire et souhaitable que des aménagements soient apportés pour que cet axe assure, en plus de sa fonction de transit, sa fonction de rocade urbaine telle que décrite précédemment. Le fonctionnement actuel de l'A63 —un système autoroutier «ouvert» et des échangeurs inadaptés— invite à privilégier:

- l'aménagement de l'échangeur de Maignon, afin qu'il permette l'amélioration de la circulation sur la RD 932 et remplisse sa fonction d'entrée de l'agglomération Bayonne-Anglet-Biarritz;
- la résolution de l'accès de la vallée de la Nivelle à l'A63 en lien avec l'amélioration nécessaire des points de blocage importants sur la RN10 dans l'agglomération de St Jean de Luz et Ciboure (gratuité des péages nord et

- sud de St Jean de Luz...);
- l'aménagement du nœud autoroutier A63-RD1-A64, en prenant en compte sa fonction d'entrée-est de l'agglomération, les liaisons avec le CEF de Mouguerre et le maintien de la gratuité de la section Ur-Bayonne;
- la résolution des modalités d'une suppression du péage de la Négresse, du péage de Biriadou et du goulot d'étranglement frontalier pour fluidifier les échanges;
- la mise en valeur du Pays Basque et de ses différents territoires (l'intégration et la visibilité du territoire depuis l'A63).
- l'exemplarité des nouveaux aménagements de l'A63 en termes d'innovations environnementale (bruit, eau, écosystème...) et sociale (clauses d'insertion sociale dans les marchés publics).

## Hier feu rouge, aujourd'hui feu vert

*Prochaines candidatures sous l'étiquette EHAK, déclaration d'Arnaldo Otegi, libération du preso de... silence d'ETA, autant de signes convergents qui montrent que les négociations évoluent dans le b...*

**E**HAK, le Parti communiste des terres basques qui représente Batasuna au Parlement de Gasteiz a, le 2 mars, voté avec le PSOE, le PNV, EA, EB et Aralar un texte qui demande la fin «de tous types de violence». La nouveauté est que cette motion approuvée par tranches successives, ajoute au terme de violence «le chantage et l'extorsion». A ce jour, chacun restait dans son quant-à-soi et donnait au terme général de violence un sens très différent: violence de l'Etat et institutionnel pour les indépendantistes, violence de la «banda terrorista d'ETA» pour les autres. Préciser le terme en faisant clairement référence aux activités d'ETA, puis le voter tous partis confondus, hormis le PP, constituent un tournant politique majeur que n'avait pas vraiment franchi Arnaldo Otegi dans l'interview qu'il a accordée le 25 février au journal catalan *La Vanguardia*. Le leader de Batasuna préparait à petits pas ses troupes au grand virage: «Nous sommes indépendantistes. Nous voulons transmettre aux citoyens que, dans un cadre démocratique qui laisse la place à tous les projets, l'indépendance ne peut se construire que par des moyens pacifiques et démocratiques. On ne peut la construire d'une autre façon. Pourquoi? Parce que le projet indépendan-

tiste a besoin de l'adhésion d'une majorité. (...) L'Etat espagnol n'a aucun prix politique à payer à ETA. Ni à nous-mêmes. Si nous posons comme équation que la fin de la violence suppose un prix politique à payer à ETA, il n'y a plus de solution. Cela suppose la défaite de l'Etat. L'Etat espagnol a un problème structurel avec un pays qui majoritairement se considère comme une nation. Il faut aussi s'interroger sur le prix politique de l'absence de paix». Interrogé sur la dernière proposition de Batasuna concernant «l'autonomie politique» et la situation de la Navarre, Otegi répond: «Nous proposons un espace à quatre territoires. Nous préférons un parlement à quatre où les Basques choisissent un Lehendakari, fût-il socialiste, à un parlement à trois qui soit souverainiste. Parce que notre projet est national, le Lehendakari qui émanera d'un parlement à quatre est celui qui sera élu par les Basques, point à la ligne».

### Crédible, digne de foi et convaincante

Le 1<sup>er</sup> mars, José Luis Rodríguez Zapatero a commenté plutôt favorablement les déclarations d'Arnaldo Otegi: «L'essentiel» est que la gauche abertzale rejette la violence de façon «crédible, digne de foi et convaincante». Avec le vote du lendemain au Parle-

ment de Gasteiz, la gauche abertzale acquiert la possibilité de se présenter sous l'étiquette EHAK —et non pas Batasuna— aux prochaines élections

ordonnateur du processus de négociation, le ministre de l'Intérieur Alfredo Perez Rubalcaba, confirme le 28 février à une question posée par le se-



Alfredo Perez Rubalcaba, ministre de l'Intérieur d'Espagne

municipales et forales du 28 mai. Elle n'accepte cette concession, certainement difficile, qu'avec une garantie annoncée par le porte-parole du PSOE au Parlement espagnol. Antonio Hernandez déclare le 21 février: «La loi sur les partis à la main et avec les éléments d'information dont nous disposons, nous ne devons, nous ne pouvons demander l'illégalisation de EHAK». Pour ficeler le tout, le grand

crétaire général du PP et l'UPN navarrais Jaime del Burgo: EHAK sera présent aux élections parce que, selon les rapports de la police nationale et de la guardia civil, le Parti communiste des terres basques «n'est pas dirigé par ETA». Hier feu rouge, aujourd'hui feu vert. Visiblement, la ligne officielle du gouvernement espagnol a donc elle aussi opéré son aggiornamento. Le refus

## Accusé de fraude fiscale, le candidat PNV jetté

*Candidat à la présidence de la députation forale de Gipuzkoa et accusé de fraude fiscale, Jon Jauregi se retire au profit de Markel Olano.*

**A**NCIEN maire de Beasain et ex-député aux Cortés, Jauregi, à peine âgé de 43 ans, est une étoile montante du PNV. C'était sans compter une guerre fratricide et une bataille politico-médiatique qui aboutit le 2 mars au retrait de sa candidature. Tout a commencé le 19 février avec l'annonce par la chaîne de radio *Ser*, de graves omissions dans sa déclaration fiscale qui, rappelons-le, dépend de la députation de sa province chargée de collecter les impôts directs. Jauregi aurait sciemment caché au fisc qu'il possède des biens immobiliers importants à Ciboure et à Jaca, dans la province d'Aragon.

Le candidat à la tête de la députation affirme qu'il s'est toujours acquitté scrupuleusement de ses devoirs en matière fiscale et présente à la presse le détail de son patrimoine immobilier. Il reçoit le soutien officiel de son parti. Son argumentation pour se disculper porte sur le



Au micro, Jon Jauregi accompagné de Joseba Egibar

fait que certains biens sont quasiment vendus et d'autres à l'étranger où il paie des impôts. Mais il refuse d'accorder aux services fiscaux du Gipuzkoa le droit de rendre publique la totalité de sa feuille d'impôts, ce

qui aurait coupé court définitivement à toutes les suspensions.

### Luttes intestines au PNV

D'autant que des rumeurs persistantes évoquent son considérable

enrichissement aussi récent que rapide. Depuis qu'il n'est plus député (2004), Jon Jauregi dirige une entreprise de promotion immobilière qui construit des centaines d'appartements dans plusieurs cités du Gipuzkoa, une société de transport de fonds qui s'inscrit dans un réseau ayant des liens avec la députation. Insistantes sont les voix qui s'élèvent sur le rôle joué par Jon Jauregi en relation avec ses anciennes ou futures responsabilités d'élu. Le paradoxe en cette affaire est que, voici quelques mois, face à de nauséabonds bruits de couloir, c'est Jauregi lui-même qui a demandé aux services fiscaux de contrôler sa situation.

Toutes ces péripéties sont à mettre sur le compte d'une lutte sans merci qui se poursuit au sein du PNV entre partisans de Joseba Egibar (candidat malheureux à la direction du parti) et ceux favorables à Josu Jon Imaz. Gonzalez de Txabarri, actuel



rt

de Juana Chaos,  
e bon sens.

de EHAK de condamner l'attentat d'ETA à Madrid le 30 décembre est déjà oublié, le PP le ressasse à tous vents.

Autre signe qui ne trompe pas, un preso emblématique, Iñaki de Juana Chaos condamné pour 25 meurtres, après vingt ans de prison, 115 jours d'une grève de la faim à répétition et un marathon judiciaire qui le condamnait à treize puis trois nouvelles années d'incarcération, quitte le 1<sup>er</sup> mars sa prison d'Aranjuez en Espagne. Il intègre l'hôpital de Saint Sébastien. Un juge d'application des peines lui accorde le droit de rester à son domicile sous surveillance policière. Hier feu rouge, aujourd'hui feu vert. La décision a été prise «*personnellement*» par le ministre de l'Intérieur pour des «*raisons légales et humanitaires*». José Luis Rodríguez Zapatero lui emboîte le pas devant le comité fédéral du PSOE: il n'a pas agi par «*faiblesse*» ou par «*peur*», il a décidé d'adoucir le régime pénitentiaire du preso avec son sens des «*responsabilités*» habituel, il a un seul but en tête: «*plus de meurtre du fait du terrorisme*».

Pour le moment, ETA brille par son silence.

Après presque un an de tergiversations stériles depuis le cessez-le-feu et deux morts de plus sur la table, c'est ce que l'on appelle des petits pas réciproques dans une négociation qui, dans la coulisse, avance aux forceps.

## tte l'éponge

le,

député général (président) de la députation de Gipuzkoa et partisan d'Imaz aurait également joué un rôle trouble, la question politique majeure, celle d'une alliance éventuelle avec les socialistes lors de la prochaine législature, agitant tout le landernau politique. Ce n'est pas la première fois qu'un élu PNV se voit écarté de responsabilités politiques pour fraude ou corruption. Mais nous sommes en Pays Basque bien loin de ce que l'on connaît dans le sud-est de l'Espagne où la mafia est omniprésente ou encore en France dont beaucoup d'élus condamnés pour corruption... sont brillamment réélus par leurs électeurs. Dans une Communauté autonome basque peu marquée par l'alternance, l'Etat-PNV règne en maître. D'où la nécessité de remettre les pendules à l'heure. Xabier Arzallus, qui a dirigé la maison durant de longues années, ne se privait pas de rappeler à ses troupes qu'il fallait d'abord servir le parti, plutôt que de s'en servir.

■ **Fin d'épreuve pour de Juana.** Il a fallu 115 jours de grève de la faim



Iñaki de Juana

pour qu'Iñaki de Juana obtienne la promesse d'une libération prochaine. Le ministre de l'Intérieur qui, en Espagne, gère l'application des peines, avait rencontré en fin de mois les porte-parole des groupes parlementaires au Congrès pour les informer sur la procédure concernant le preso. Alfredo Perez Rubalcaba a transmis sa décision le 1<sup>er</sup> mars à l'Administration pénitentiaire. Il accordait au gréviste le 2<sup>ème</sup> degré, correspondant à une libération

pour raison de santé.

Le 2 mars, Iñaki de Juana, transféré de Madrid à Donostia, abandonnait son jeûne de longue durée. Transporté en ambulance, il recevait un premier Ongi Etorri au péage d'Armiñon, province d'Alava.

Devant l'hôpital Arantzazu de la capitale gipuzkoane, un grand nombre de sympathisants l'attendait depuis le début de l'après-midi. La tension était forte, d'autant que l'ertzaintza faisait brièvement usage de matraques pour repousser les débordements. Sous les cris d'«*Iñaki Askatu!*», «*Presoak kalera!*», «*Jo ta ke irabazi arte!*», le preso était accueilli là vers les 16 heures.

Une fois rétabli, Iñaki devrait regagner son domicile, sous contrôle judiciaire strict. La droite espagnole a crié au scandale et accuse une fois de plus le gouvernement de laxisme.

■ **Loin des siens.** Fernando Hierro, emprisonné à la prison de Bapaume (Nord) pour appartenance au GRAPO, n'aura pas eu l'occasion de dire adieu à sa mère. Elle

vient de décéder, le 22 février, à Bilbao.

■ **Extradable plus tard.** Le réfugié résidant à Ciboure, Peio Alvarez, interpellé le 7 février sur MAE du juge Garzón, risque d'être extradé prochainement. La Cour d'appel de Pau a accordé le 26 février son avis favorable, mais l'exécution de la mesure ne pourra se faire qu'après rétablissement complet de l'intéressé. Celui-ci doit subir à Bordeaux une grave intervention chirurgicale.

■ **Arrestation à Senpere.** Accusé par la juge Le Vert de «*collaboration avec ETA*», Maiana Mendiboure a été arrêtée le 27 février au domicile familial de Saint Pée sur Nivelle. Ses parents ont été interrogés, tandis que la jeune femme se trouvait en garde à vue à Bayonne. Maiana serait liée au groupe arrêté en 2003 à Saimes, en rapport avec la recherche d'appartements pour militants clandestins. Transférée à Paris, elle a été incarcérée le 2 mars à Fleury-Mérogis, puis libérée lundi soir 5 mars.

## Il court, il court le Sarko

**B** IEN qu'un peu éclipsée par l'affaire de son appartement de faveur à Neuilly, la visite de Nicolas Sarkozy à Madrid a été pour le ministre de l'Intérieur français l'occasion de célébrer «*la coopération policière*» contre ETA. Ce même jour, 27 février, une interpellation opportune était effectuée à Saint Pée par ses services: celle de Maiana Mendiboure, «*collaboratrice d'ETA*». Le ministre-candidat a tenu à précé-

ser que l'Etat français «*n'a pas à se mêler des négociations avec la bande terroriste, car il s'agit d'un problème interne espagnol*». A l'issue de sa réunion avec son homologue de l'Intérieur, Alfredo Perez Rubalcaba, le président de l'UMP a souligné «*la grande solidarité avec le gouvernement espagnol, Zapatero aujourd'hui, Aznar hier*». Nicolas Sarkozy a rencontré le chef du gouvernement à la Moncloa, mais aussi le leader du

Partido Popular, Mariano Rajoy. Outre «*le combat de toutes les démocraties contre tous les terrorismes*», il a exposé son ébauche de plan pour un traité constitutionnel pour l'Europe, et évoqué la question de l'immigration, insistant pour un renforcement de l'Agence européenne des frontières. Après un dépôt de fleurs pour les victimes du 11 mars 2004, il a tenu meeting devant les résidents français de Madrid.

## 75.000 € : la discrimination a un prix

**E** N février et mars se déroule la campagne de collecte de fonds d'Integrazio batzordea.

L'objectif est connu: réunir 75.000€ pour financer les postes non fournis ou non pris en charge par l'Education nationale pour permettre aux 13 élèves handicapés scolarisés cette année en ikastola d'apprendre et de vivre en basque et à l'école ordinaire. Parce que «*ce ne sont pas des élèves comme les autres mais, comme les autres, ce sont des élèves*».

Pour cela renouvelez votre partenariat (vous recevrez cette semaine le formulaire de don) ou devenez partenaire en envoyant votre chèque



sans tarder à l'adresse suivante: Integrazio Batzordea 16, Avenue Larregi 64500 St Jean de Luz.

● 3 mars, Anglet, parties de pelote organisées par l'ikastola et le gaztetxe.

● 24 mars, Biarritz Culture présente la pièce de théâtre «*Anaiatxo berezia*» au Colysée.

● 24 mars, «*6 heures en faveur de la différence*» au fronton de Ciboure.

● 25 mars, l'association Akelarre d'Hendaye invite les clowns «*Pirritx eta Porrotx*».

● 27 mars, à St Palais, pièce de théâtre «*Anaiatxo Berezia*» organisée par les ikastola d'Amikuze et d'Oztibarre.



# Autonomia

Xabi Larralde

**L**E 27 janvier dernier, Batasuna a rendu publique à Ustaritze une proposition de statut d'autonomie pour les provinces de Xiberua, Baxe-Nafarroa et Lapurdi. L'objet de cette initiative est double. En premier lieu, interpeller le gouvernement français en lui demandant une fois de plus de s'inscrire dans le processus de résolution du conflit et de changer son attitude de négation totale d'Euskal Herri. A défaut, la réaffirmation d'un projet d'autonomie vise, rapport à la nouvelle phase politique qui s'ouvrira au sortir du prochain cycle électoral (législatives en juin 2007 + cantonales et municipales en mars 2008), à marquer de nouveau clairement l'horizon de notre lutte face à l'Etat français. En second lieu, Batasuna au travers de cette proposition d'Autonomie brise un «*tabou*» par rapport aux évolutions de la gauche abertzale en Iparralde, en signifiant que le vieux débat stratégique «*front unique versus front uni*» est définitivement dépassé. Cette proposition d'Ustaritze n'a pas été sans susciter quelques débats dans le mouvement abertzale. Des militants d'AB ont même crié au «*hold-up*» (cf. *Enbata*, du 15 février 2007). Je ne vais pas trop m'étendre ici sur l'argumentaire de ces militants parce que je crois qu'on a mieux à faire entre abertzale qu'à alimenter des polémiques bien souvent stériles. Je leur rappellerai juste d'abord que, quand AB a décidé unilatéralement d'organiser en son nom une manifestation en faveur du département en janvier 1999, je n'ai pas alors entendu par exemple les membres de l'AND (Association pour un nouveau département) ou de l'AED (Association des élus pour un département) hurler au «*hold-up*»... Pour ce qui est ensuite d'un travail en commun entre abertzale qui aurait été mis à mal par l'initiative de Batasuna, je crois que s'il y a un message que nous avons réitéré à Ustaritze c'est bien celui de la nécessité d'un tel travail en commun. On peut se référer là encore à l'exemple précédent, puisque la manifestation d'AB pour le département début 1999 n'avait pas empêché des secteurs larges non-abertzale de s'associer quelques mois plus tard à la grande manifestation de l'appel des 100 d'octobre de la même année.

Ces secteurs «*larges*» non-abertzale ont su ainsi faire preuve de plus de maturité que n'en manifestent parfois certains abertzale... Batasuna manque peut-être des fois de pédagogie, mais on me concèdera aussi qu'il était difficile de faire saisir la portée réelle de la proposition d'Ustaritze à ceux qui n'ont voulu l'analyser que par le «*petit*



«**Batasuna vient de mettre sur la table une formule permettant de résoudre la question de la territorialité**»

*bout de la lorgnette*» d'une volonté de protagonisme de Batasuna face à AB à la veille des élections. Honnêtement, on peut reprocher à Batasuna beaucoup de choses, mais pas de privilégier une démarche électoraliste... Le contexte de la proposition d'Ustaritze c'est celui de la situation du processus de résolution du conflit. A cet égard, nous avons souligné à Ustaritze le caractère national de la proposition formulée. Ce caractère national a été dévoilé à travers une séquence d'actes publics qui, en revenant à plusieurs reprises sur le contenu de notre proposition, visaient à en faciliter la meilleure compréhension possible. Ainsi, quatre jours après le meeting d'Ustaritze, depuis Donostia, le groupe de négociation de la gauche abertzale rendait publique à l'adresse du gouvernement espagnol la proposition d'un Statut d'autonomie doté du droit de décider et qui rassemblerait les provinces de Gipuzkoa, Bizkaia, Araba et Nafarroa. Là aussi, en utilisant le terme «*autonomie*», Batasuna a indéniablement brisé un «*tabou*». Par rapport à la réaction de certains militants d'AB, le paradoxe c'est que Michel Rocard, à l'occasion du débat or-

ganisé à D. Lohitzune par AB, a lui-même donné une des clés importantes d'interprétation de cette proposition. En effet, à un moment de son exposé, Michel Rocard explique précisément que la dynamique du processus de paix ne peut se dérouler que dans le respect de l'autre; ce qui suppose selon lui «*de préparer le discours sur l'abandon du "symbole central"*». C'est-à-dire la renonciation d'un côté à l'indépendance pure, simple, brutale: nous acceptons d'être en situation d'autonomie plus grande qu'aujourd'hui. Et de l'autre côté, nous acceptons d'arrêter une politique de répression pure et simple, pour reconnaître qu'il y a un problème basque qui mérite traitement». Le 17 février ensuite, par le biais d'une conférence de presse à Irunea, Batasuna revenait sur le contenu de sa proposition par rapport à la problématique spécifique de la Navarre: dans le cadre de l'Autonomie des quatre provinces d'Hegoalde, la Navarre disposera d'un statut différencié. De plus, ce cadre d'Autonomie ne pourra être mis en œuvre sans une adhésion majoritaire des Navarrais. Deux ans après la proposition d'Anoeta, Batasuna vient de mettre sur la table une formule permettant de résoudre la question de la territorialité, de recoller les morceaux du pot cassé de la division d'Euskal Herri, le fameux «*Jarrón roto*» de Telesforo Monzon. Le cycle entamé à Ustaritze a été bouclé à Irunea le week-end dernier, par un meeting rassemblant la proposition d'Autonomie pour Iparralde et celle d'Hegoalde. Alors pourquoi cette proposition de Batasuna maintenant et si vite? En 1990, Herri Batasuna avait présenté une proposition semblable de Statut national d'autonomie pour Hegoalde. Mais l'histoire a montré que cette proposition venait trop tard, puisque le processus de négociation qui s'était déroulé à Alger en 1989 était pour lors enterré dans les faits. La proposition de Batasuna vient cette fois à un moment clé du devenir du processus. Il appartient maintenant à chaque acteur d'être à la hauteur du moment, de faire preuve de responsabilité et de voir comment on peut faire évoluer ensemble les choses dans le bon sens, tant en Hegoalde qu'en Iparralde.

Notre couverture: Les présidentiables en Pays Basque: Ségolène Royal, le 2 mars à Ciboure, et Dominique Voynet le 28 février à Laborantz Ganbara.

## Sur votre agenda

Martxo:

✓ **Jeudi 8, 20h30, BAIONA**, (MVC centre ville). Paroles, écrits de femmes avec Maram El Massari et Itxaro Borda.

✓ **Vendredi 9, 21h, GARAZI**, (le Vauban). Représentation de la pièce «*Le Bourgeois gentilhomme*» de Molière.

✓ **Vendredi 9, 20h30, BIARRITZ**, (Casino municipal). Cirque Ha, Ha, Ha! Clowns tout public.

✓ **Samedi 10, 16h, BIARRITZ**, (Médiathèque). Confé-

rence-diaporama en euskaraz: «*Les Carnavals*» avec Xavier Itzaina.

✓ **Samedi 10, de 10h à 13h, BIARRITZ**, (Plaza Berri). Campagne de signatures Batera.

✓ **Samedi 10, AINHICEMONGELOS** (Laborantz Ganbara). Forum social Pays Basque.

✓ **Lundi 12, de 10h à 18h, ISTURITZ**, (Grottes Oxocelhaya). Conférence-repas champêtre, Art et Sciences.

## Sommaire

- ASF, 2x3 voies: fin de l'enquête publique ..... 4 et 9
- Les Chroniques d'Alda! ..... 5 à 8
- Hier feu rouge, aujourd'hui feu vert ..... 10 et 11

## Enfin le train démarre

**D**EPUIS quelques jours le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques consacre des pleines pages de publicité afin de solliciter l'adhésion de l'opinion publique à la modernisation de la ligne ferroviaire Bayonne-Garazi sous l'intitulé: «*Oui au maintien de la voie ferrée Bayonne-Ustaritz-St Jean Pied de Port*». Il est vrai qu'elle est en piteux état, au point que la SNCF a dû, par mesure de sécurité, réduire la vitesse (déjà peu élevée) de 70km/h à 50km/h. D'où un quart d'heure supplémentaire pour la durée du trajet complet. D'où des retards permanents causant de multiples dysfonctionnements pour les lycéens et travailleurs rasant leur correspondance avec les autres trains de la SNCF ou les bus de la STAB. La région, qui assure depuis plusieurs

années alors qu'elle n'y est nullement tenue par ses compétences décentralisées, le fonctionnement de ce train TER, a décidé de prendre le taureau par les cornes. Elle a obtenu l'inscription de 18,5 millions d'euro au Projet Etat-région 2007-2013 pour une première tranche, sur trois ans, de remise aux normes de Bayonne à Cambo. Parallèlement une étude socio-économique et des déplacements ainsi qu'un état des lieux de la ligne seront lancés pour augmenter ses capacités et en faire un transport en commun régulièrement cadencé. Tout ceci s'inscrit dans le droit fil des réflexions de l'atelier «*infrastructures et déplacements*» de Pays Basque 2020. Il est en effet grand temps de pérenniser le moyen le plus écologique assurant la complémentarité côte/intérieur.